

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1218 - 23 juillet 1987 - 3 F

D 1218 ARGENTINE: PREMIÈRE LOCALISATION D'ENFANT DE DISPARUS NÉ EN PRISON

Au moment où l'Argentine était ébranlée par les mutineries d'officiers refusant de comparaître en justice pour répondre du problème des disparus, en avril 1987, et quinze jours après le voyage du pape qui n'avait pas reçu les organisations humanitaires d'Argentine, l'Association "Grands-mères de la place de mai" organisait une conférence de presse. Elle y annonçait la découverte du 40e enfant de disparus (cf. DIAL 553, 852, 1091 et 1122), mais premier enfant né en prison et arraché à sa mère ensuite disparue à tout jamais.

Nous donnons ci-dessous le texte de la conférence de presse du 29 avril 1987. Nous le faisons suivre d'un communiqué des Grands-mères de la place de mai protestant le 1er juin 1987 contre les graves sévices subis par une collaboratrice de leur association.

Note DIAL

1. La localisation et la restitution d'une fillette née en prison en 1976

CONFÉRENCE DE PRESSE PAR L'ASSOCIATION DES GRANDS-MÈRES DE LA PLACE DE MAI

Le 21 avril dernier, une enfant de 10 ans a pu renouer avec sa véritable histoire et identité, dans le cadre du droit, d'un effort affectif et de soins thérapeutiques attentifs en ce sens.

Voici plus d'un an notre Association avait eu connaissance du cas d'une fillette qui pouvait être enfant de disparus et qui était enregistrée comme fille d'un sous-commissaire de police de la province de Buenos-Aires, Domingo Luis Madrid, et de sa femme, Maria Mercedes Elichalt.

Les irrégularités relevées dans le certificat de naissance de cette enfant, jointes au résultat de nos recherches, ont fait que nous avons inclus le cas dans la plainte "Maria Isabel Chorobik de Mariani et autres" déposée par Grands-mères de la place de mai devant la 1ère chambre de justice de la ville de La Plata, sous la responsabilité de M. Antonio Borrás, au secrétariat de M. Guillermo Pons qui enquête sur la disparition de vingt-quatre enfants mineurs dans la ville de La Plata et secteurs limitrophes. L'avocat de notre Association et qui suit les familles concernées est Me Ramón Torres Molina.

Par la suite Mme Leonor Isabel Alonso s'est présentée à la justice pour déposer une nouvelle plainte, élaborée par les membres de notre équipe juridique, informant que la fillette qu'avait le policier Madrid était sa petite-fille née pendant la détention clandestine de sa fille Maria Leonor. Il en est résulté un procès dérivant du précédent, qui a conduit à la totale identification de l'enfant sur la base des

analyses hémogénétiques (1) effectuées à l'hôpital Durand sur mandat judiciaire et portant sur elle ainsi que sur les familles la réclamant. Les examens ont prouvé avec une certitude absolue la filiation de la fillette.

Maria Leonor Abinet, la jeune mère de l'enfant, avait été enlevée le 16 septembre 1976 à son logement de Caseros (province de Buenos-Aires) alors qu'elle était enceinte de sept mois. Son compagnon Miguel Angel Gallinari avait disparu le 18 juillet de la même année à Morón.

Le même jour où avait été enlevée Maria Leonor, sa mère Leonor Isabel Alonso a été emmenée de chez elle par des forces de répression et libérée trois jours plus tard. Dans l'entretemps elle s'est retrouvée avec sa fille dans un centre clandestin de détention, et elle a pu entrer en communication avec elle mais de façon précaire.

Depuis ce moment-là on n'a plus eu de nouvelles des jeunes disparus, si ce n'est les menaces connues adressées à Leonor Isabel pour qu'elle ne fasse aucune démarche en faveur de sa fille, sinon Maria Leonor en subirait les conséquences.

Il a pu être démontré en justice que la fillette enregistrée par le policier sous le nom de Nancy Viviana Madrid, née le 5 novembre 1976, était en réalité l'enfant qui devait naître vers cette date et pour laquelle ses parents avaient choisi le prénom d'Elena. Elle avait ensuite été brutalement arrachée à la douceur maternelle pour se faire approprier par d'autres.

Elle a grandi sous une fausse identité jusqu'à ce que, dix ans plus tard, le travail de Grands-Mères de la place de mai, secondé par le labeur serein et équitable de M. Borrás et de son tribunal, l'arrache à son enlèvement pour la réintégrer dans sa vraie famille.

En son temps, et conformément à la loi qui régit les fonctions des tribunaux d'enfants, M. Borrás a chargé Mme Raquel Berisso, juge des enfants de La Plata, et son excellente équipe d'assistants et de psychologues, de la dernière et délicate tâche de dire la vérité à la fillette et d'organiser jusque dans les derniers détails la rencontre avec sa vraie famille, ce qui s'est effectivement fait dans les meilleures conditions. Peu après la restitution, l'enfant a quitté les locaux de la justice aux mains de ses grands-parents, pour marcher vers la liberté et la vie avec le soutien de l'équipe de psychologues de notre Association, qui a aidé la petite et sa vraie famille et qui les aidera jusqu'à sa totale réinsertion.

Cette fillette est **la première enfant disparue née en prison que nous avons pu localiser**, et que nous avons immédiatement restituée. Elle est la quarantième des petits-enfants que nous avons retrouvés à ce jour. Cela a été rendu possible grâce à la probité des juges et à l'aide de la communauté, laquelle est consciente qu'il est absolument nécessaire de rendre à ces enfants leurs droits foulés aux pieds par ceux qui, sous couvert de "devoir d'obéissance", prétendent être les maîtres de la vie des enfants qu'ils ont volés dans les camps de prisonniers ou arrachés des bras de leurs parents enlevés.

Grands-mères de la place de mai
le 29 avril 1987

[1] La recherche de filiation par analyses du sang a fait l'objet d'une codification légale au Congrès national d'Argentine, le 13 mai 1987, sous forme de création d'une "Banque nationale de données génétiques" fonctionnant dans le service d'immunologie de l'Hôpital Carlos Durand à Buenos-Aires (NdT).

2. Communiqué de presse sur l'enlèvement d'une collaboratrice de "Grands-mère de la place de mai"

L'APPAREIL RÉPRESSIF RESTE INTACT ET ACTIF

En tant que Grands-mères de la place de mai nous faisons savoir notre plus énergique protestation contre l'attentat dont a été victime une militante des droits de l'homme.

Il s'agit de l'enlèvement, des sévices, des tortures et de la tentative d'homicide dont a fait l'objet Mme Noemi Alicia Diz de Rivas, le 29 mai 1987, alors qu'elle procédait avec des personnes d'Ingeniero Budge à une enquête exhaustive sur les assassinats commis dans le quartier par des policiers.

Mme de Rivas est mère d'adolescents, collaboratrice de Grands-Mères de la place de mai, et parente d'une jeune disparue enceinte dont le bébé est né dans un camp de prisonniers.

Il est impératif que ce fait et d'autres semblables fassent l'objet d'une enquête jusqu'à ses ultimes conséquences de sorte que les responsables, qui ont nom, prénom et fonction, soient punis avec toute la rigueur de la loi.

Car, en dépit de créations légales destinées à accorder l'immunité aux responsables de tant de crimes aberrants sous l'intitulé de "point final" ou de "devoir d'obéissance", il existe un pays qui s'oppose avec force et conviction à la culture de la mort, qui lutte pour que le crime, l'enlèvement, la torture et la disparition d'enfants disparaissent à tout jamais de notre pays.

Buenos-Aires le 1er juin 1987

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)